



Ecole togolaise

Efficacité du système éducatif ou parcours devenu trop facile ?

Lorsque l'on analyse les résultats aux différents examens dans notre pays le Togo, on se réjouit de constater qu'il y a plus de réussites que d'échecs. C'est une bonne chose qu'on doit saluer. Mais au même moment se pose une question : est-ce l'école togolaise qui est devenue trop facile ou le système éducatif qui devient ...



PAGE 3

ECONOMIE



Industrie du textile et de l'habillement

Vers une politique sur la période 2022-2030

En Conseil des ministres tenu lundi 25 juillet à Lomé, le gouvernement est revenu sur le projet de décret portant approbation du document de politique de l'industrie du textile et de l'habillement du Togo, 2022-2030. Le texte a été examiné en première lecture. A travers le document de politique de l'industrie du textile et de l'habillement du Togo 2022-2030, le Togo envisage ...

PAGE 5

REPORTAGE



Engagement politique et démocratie représentative

De jeunes citoyens togolais formés

Ce mardi 26 juillet a été organisé à Lomé, un atelier de réflexion auquel ont pris part plusieurs jeunes issus des organisations politiques et de la société civile. Organisé par le ministère des Droits de l'homme, de la Formation à la citoyenneté, des Relations avec les institutions de la République, la rencontre a été lancée ...

PAGE 11

ACTUALITE

Kloto

Dodzi Kokoroko met des reposoirs et tables en béton à la disposition de plusieurs établissements

PAGE 9



Sécurité routière

Les efforts du gouvernement devraient rapidement arrêter l'hémorragie

Les routes togolaises saignent du sang des Togolais. Malgré les initiatives prises depuis quelques années, on a l'impression que les acteurs ne se préoccupent pas vraiment de leur sécurité. Tant les usagers de la route que les agents en charge de la sécurité routière ont beaucoup de choses à se reprocher. Le gouvernement ne baisse pas les bras et continue de mener la lutte. Peut-on espérer la réduction voire l'arrêt de l'hémorragie dans les mois et années à venir ?

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Guerre russo-ukrainienne et impact sur les économies africaines : le Togo formule de nouvelles propositions

Le Togo, représenté par la secrétaire générale de la présidence de la République, Sandra Johnson, a pris part la semaine dernière à un webinaire de dialogue politique sur l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur les prix des matières premières et des produits alimentaires en Afrique. L'activité, organisée par la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) regroupait des officiels de plusieurs pays, ainsi que des universitaires et chercheurs, dans le but de mener des réflexions, partager des expériences et formuler des propositions pour amortir les chocs.

Au cours de son intervention, la ministre a soulevé les conséquences fâcheuses de ce conflit sur les politiques publiques, les plans budgétaires et les économies des pays africains, déjà affaiblies par les crises sanitaire et climatique : « La pandémie de Covid-19 a été un frein aux aspirations des pays africains dont le Togo. Le conflit russo-ukrainien vient aggraver une situation socio-économique post-Covid déjà fragilisée ...

PAGE 3

PIA Au service de l'industrialisation du Togo

Partenariat Public Privé : AIRSÉ 65% • République Togolaise 35%

- 400 Ha d'Ecosystème Industriel (Transformation Agricole)
- Port Sec - 150 000 TEU, Espace d'Entreposage - 60 000 m²
- Parc à Camion - Capacité de 484 camions
- Premier Parc Textile en Afrique de l'Ouest (du coton au vêtement)
- Parc Solaire - 380 MW d'Énergie
- Développement Durable - Recyclage - Zéro Carbone
- Culchet Unique regroupant 26 Autorités Administratives Nationales

Route Nationale N°1, Région Maritime - Togo - BP 12577 - 228 2283 0170 | pia@airse.net | www.pia-togo.com

	SOMMAIRE	<p>Transport aérien Asky facilite les procédures d'enregistrement de ses passagers</p>  <p style="text-align: right;">P 5</p>	<p>Méthane Les experts préconisent une meilleure maîtrise de son émission</p>  <p style="text-align: right;">P 10</p>	<p>Engagement politique et démocratie représentative De jeunes citoyens togolais formés</p>  <p style="text-align: right;">P 11</p>
---	-----------------	--	---	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Amuzu Abra Eli livre ses secrets de couturière

Avec son parcours au secondaire, AMUZU Abra Eli aurait pu choisir la solution de facilité et trouver un emploi salarié stable. Pourtant, elle opte pour la couture et s'inscrit pour des formations professionnelles. C'est en 2016 qu'elle lance son atelier de couture à Zanguera. Aujourd'hui, la jeune entrepreneure qui entre temps a pu compter sur le FNFI pour augmenter le nombre de machines à coudre de son atelier ambitionne de faire de son entreprise le leader dans la production de vêtements pour hommes africains. Et les choses marchent bien pour elle



Amuzu Abra Eli

PARCOURS

AMUZU Abra Eli a 27 ans. Elle est titulaire du BEPC, et de deux diplômes professionnels en couture. C'est sur fonds propre qu'elle lance son atelier avec deux machines à coudre. Très portée vers la couture pour homme, la jeune AMUZU Abra Eli y voit une opportunité et finit par se spécialiser dans le domaine. Avec ses apprentis, elle se met au travail, reçoit l'appui de sa mère qui met à sa disposition

des pagnes pour conception des modèles à montrer aux potentiels clients. Mais, très rapidement elle fait face à une difficulté. « Au départ je n'avais que deux machines à coudre. Mais comme je devenais de plus en plus populaire, le nombre d'apprentis aussi a augmenté. Il me fallait absolument augmenter le nombre de machine à coudre. Ça fait mal quand vous avez des apprentis compétents, mais par défaut

de machine, le travail traîne », précise-t-elle.

C'est ainsi qu'elle se met à recherche de fonds. Par l'entremise d'une amie, elle découvre le FNFI et mène les démarches. « Il faut dire que j'ai obtenu deux crédits avec le FNFI. 300 mille pour le premier prêt et 300 mille pour le deuxième prêt. Ce qui m'a permis de passer de 2 à 5 machines à coudre » affirme-t-elle avec fierté. Et elle ajoute « j'ai

pu acquérir aussi un moyen de déplacement. Pour les clients qui n'aiment pas se déplacer, je vais donc chez eux avec ma moto ».

Grace à ces deux financements AMUZU Abra Eli a donc pu accroître la capacité de production de son atelier. Ses nouvelles machines à coudre permettent à ses apprentis d'en faire plus. Des machines qu'elle n'aurait pas pu acquérir sans le FNFI. « Vous pouvez avoir des projets personnels ou professionnels qui vous tiennent à cœur, mais à cause d'un manque de trésorerie ou des difficultés d'accès au crédit vous ne pouvez pas avancer. Ce financement du FNFI a été une bouffée d'oxygène » révèle-t-elle. Et elle ajoute. « Avant, je gagnais environ 30 mille par mois. Aujourd'hui, je gagne entre 60 et 90 mille ».

DEMARCHE STRATEGIQUE

AMUZU Abra Eli a plusieurs catalogues pour présenter ses collections aux potentiels clients. Elle bouleverse les codes par sa créativité.

Son système de production vestimentaire est surtout adressé aux hommes. Mais elle coud des habits pour les femmes aussi. Il s'agit alors de créer entièrement un

vêtement aux proportions du client dans les plus belles matières et les savoir-faire les plus exigeants « je pars des modèles populaires pour en arriver à des styles modernes avec ce goût que j'ai pour la fantaisie ». Raconte-t-elle.

LES DEFIS

Le premier défi de la jeune AMUZU Abra Eli a été celui de l'entourage familial et social : « Pourquoi faire ce choix de vêtements pour homme alors que j'ai surtout des amies femmes, ce qui représente une opportunité », s'amuse-t-elle. Celle-ci a dû notamment convaincre ses parents : « Si j'avais attendu l'approbation de ma famille, je n'y serais jamais allée ».

L'autre défi était le financement pour acquérir des machines et augmenter sa capacité de production. Défi surmonté grâce au FNFI.

OBJECTIFS ET CONSEILS AUX FEMMES

Son ambition est d'avoir un salon de haute couture moderne. Envers les femmes Togolaises, elle dit ceci « il n'y a pas de sot métier. Quel que soit votre domaine, cherchez à innover, à faire la différence. Et surtout allez vers le FNFI pour vos besoins en financements »

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatine
E-mail : atogomatine@gmail.com
Site web: www.togomatine.tg
Tw: @togomatine1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... Cette situation couplée avec les chocs climatiques perturbe l'offre et les prix sur les marchés internationaux et locaux des matières premières et des produits alimentaires. Elle met à rude épreuve la volonté des pays africains de mettre en œuvre une politique de redistribution de richesses. Cela limite les capacités et l'efficacité de leurs plans budgétaires, mettant ainsi

à mal les économies », a-t-elle détaillé.

Face à cette situation, a poursuivi Sandra Johnson, le gouvernement, qui est également confronté à la menace djihadiste et à l'extrémisme violent, "a pris une série de mesures pour renforcer la résilience économique du pays", permettant notamment d'espérer une croissance

de 5,9% cette année contre 5,5% en 2021 (même si les prévisions initiales tablaient sur 6,1% pour 2022). Aussi, a-t-elle formulé plusieurs propositions en faveur des pays africains aux économies fragiles : renforcement de la solidarité internationale, accroissement des droits de tirage spéciaux (DTS) et l'accélération de leur réallocation, mise en place

de mécanismes plus souples pour l'accès à ces fonds, disponibilité de la liquidité pour faire face à la hausse des prix à l'importation des produits pétroliers, des engrais et des denrées alimentaires, accélération de la restructuration de la dette, ou encore relâchement du déficit pour permettre aux pays d'accroître les dépenses publiques et financer les

actions de résilience et de relance économique.

Enfin, pour le Togo, important producteur de produits bio, Sandra Johnson a également plaidé pour la promotion de la production de l'engrais biologique afin de pallier les difficultés d'importation de l'engrais.

Source : republiquetogolaise.com

Sécurité routière

Les efforts du gouvernement devraient rapidement arrêter l'hémorragie

Les routes togolaises saignent du sang des Togolais. Malgré les initiatives prises depuis quelques années, on a l'impression que les acteurs ne se préoccupent pas vraiment de leur sécurité. Tant les usagers de la route que les agents en charge de la sécurité routière ont beaucoup de choses à se reprocher. Le gouvernement ne baisse pas les bras et continue de mener la lutte. Peut-on espérer la réduction voire l'arrêt de l'hémorragie dans les mois et années à venir ?

Selon le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, le professeur Akodah Ayéwouadan, la tranche d'âge des personnes que l'on perd sur les routes est très jeune. Ce sacrifice n'est pas soutenable pour notre pays. Le gouvernement décide donc le renforcement des mesures de protection. En Conseil des ministres le lundi 25 juillet 2022, le gouvernement togolais a examiné le projet de décret fixant les modalités d'application de la loi n° 213-011 du 7 juin 2013

portant Code de la route. Ce projet de décret vient compléter le dispositif existant. Toujours selon le professeur Ayéwouadan, le secteur routier togolais se modernise et l'on assiste à l'émergence d'un plus grand nombre d'engins de différentes catégories. Il faut obligatoirement s'adapter à cette nouvelle donne si l'on veut continuer à préserver des vies. Le nouveau décret met donc un accent particulier sur le système de formation à l'obtention du permis de conduire et précise les règles applicables à la



Affoh Atcha-Dédji

circulation routière. « Son adoption contribuera à la mise en œuvre effective des dispositions du Code de la route et à la réduction sensible des causes des accidents », précise le communiqué du Conseil des ministres. L'une des communications écoutées lors de cette réunion du Conseil des ministres permettra aussi

assurément dans sa mise en œuvre de promouvoir la sécurité routière.

Cette communication présentée par le ministre des Transports routiers, aériens et ferroviaires, Affoh Atcha-Dédji, portait sur la réorganisation du transport public urbain de personnes par taxi, taxi-moto, et tricycle.

Son objectif est d'aider le secteur des transports à jouer pleinement son rôle au service du développement des autres secteurs de la vie économique.

Mais, quand on analyse de plus près la problématique de la sécurité routière, on sait que la prolifération des engins à deux roues (surtout les taxis-motos) et des tricycles est à la base de la multiplication des accidents de la route. Ces engins sont impliqués dans pratiquement 80% des accidents de la route et engendrent aussi le plus grand nombre de morts. Leur réorganisation, notamment en zones urbaines permettra certainement aussi de réduire l'hémorragie.

Eдем Dadzie

Ecole togolaise

Efficacité du système éducatif ou parcours devenu trop facile ?

Lorsque l'on analyse les résultats aux différents examens dans notre pays le Togo, on se réjouit de constater qu'il y a plus de réussites que d'échecs. C'est une bonne chose qu'on doit saluer. Mais au même moment se pose une question : est-ce l'école togolaise qui est devenue trop facile ou le système éducatif qui devient plus performant d'année en année ?

Personne ne souhaite l'échec d'un seul élève parmi ces milliers qui composent aux différents examens chaque année. Tous les Togolais sont donc contents de découvrir les pourcentages au-dessus de la moyenne que le ministère des Enseignements primaire, secondaire technique et de l'Artisanat affiche depuis quelques jours. Voici les résultats tels que présentés en Conseil des ministres lundi dernier : pour le Certificat d'études du premier degré (CEPD), 93,30% ; pour le Brevet

d'études du premier cycle (BEPC), 82,99% ; pour le Baccalauréat première partie de l'enseignement général, 78% ; pour le Baccalauréat première partie de l'enseignement technique, 71,71% et pour le baccalauréat deuxième partie des enseignements général et technique 74,34%.

Face à ces chiffres, beaucoup de nos compatriotes se posent des questions légitimes. Dans les années 90, difficilement les pourcentages au BAC II atteignaient 30%. Mais, actuellement, on constate



Professeur Dodzi Komla Kokoroko

qu'une écrasante majorité réussit à cet examen et à d'autres. On se demande même si dans quelques années (d'ici 5 ans), l'on ne sera pas à 100% de réussite. Le CEPD y est presque. Que tous les élèves réussissent à un examen

n'est pas un problème. C'est d'ailleurs ce qui est souhaitable. Mais, des observateurs trouvent qu'il y a une sérieuse baisse de niveau qui s'accroît ces dernières années. Et c'est paradoxalement en ce moment que les réussites

explorent aux examens. Il suffit de converser ou d'avoir une séance de travail avec beaucoup d'élèves qui passent du CM2 en 6e, de la 3e en seconde, ou qui viennent d'obtenir le BAC II.

Parfois, on est déçu face à certains comportements ou façons de s'exprimer de certains les étudiants. Et après sur le marché du travail, c'est la catastrophe. Tout en faisant la promotion de la réussite, il faudrait que le gouvernement aille vite sur son chantier de l'approche par compétence. Sans doute que le professeur Dodzi Kokoroko dispose de plus d'une recette à cet effet.

E. Dadzie

TOUS À L'ÉCOLE

La rentrée sera *light*

Jusqu'à

4 MOIS*
de salaire

Réponse en
24H*

*Offre soumise à conditions



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP 

www.boatogo.com

Industrie du textile et de l'habillement

Vers une politique sur la période 2022-2030

En Conseil des ministres tenu lundi 25 juillet à Lomé, le gouvernement est revenu sur le projet de décret portant approbation du document de politique de l'industrie du textile et de l'habillement du Togo, 2022-2030. Le texte a été examiné en première lecture.

À travers le document de politique de l'industrie du textile et de l'habillement du Togo 2022-2030, le Togo envisage de renforcer ses capacités de transformation du coton. Il permettra non seulement de faire du pays une destination privilégiée, mais aussi de d'améliorer la production et la transformation du coton produit au Togo.

« En effet, le développement de l'industrie textile dans notre pays permettra de créer des emplois, d'augmenter le revenu par habitant de la population et ainsi, de contribuer à l'amélioration de l'économie nationale. La mise en œuvre de cette politique permettra, en

outre, de réaliser l'ambition du pays en matière de création de véritables industries extractives et transformatrices conformément à la feuille de route gouvernementale 2020 - 2025 », souligne le gouvernement.

Au Togo, le coton est la principale culture de rente. Pour relancer le secteur, le gouvernement a lancé plusieurs initiatives dont l'ouverture de l'actionnariat au groupe singapourien Olam International en 2020.

Le pays mise aussi sur la transformation sur place de l'or blanc. Ainsi, une unité textile a été mise en place à la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) qui a acquis des parts dans la Nouvelle société



Une industrie textile

cotonnière du Togo (NSCT). L'infrastructure permet d'accélérer la création d'emplois dans le secteur du textile et de l'habillement. Elle permettra de produire

sur place des vêtements fabriqués avec la matière première produite au Togo pour promouvoir la consommation locale et soutenir principalement les producteurs du coton.

A moyen terme, 11 000 employés textiles seront recrutés dans ce secteur et 20 000 emplois directs et indirects seront créés à long terme.

Félix Tagba

Transport aérien

Asky facilite les procédures d'enregistrement de ses passagers

Pour faciliter les procédures à ses passagers, la compagnie aérienne panafricaine Asky a mis en place un système d'enregistrement en ligne. L'objectif est de leur permettre de gagner du temps à l'aéroport.

Grâce à l'enregistrement en ligne, le passager peut directement réserver son siège et éviter les longues files d'attente à l'enregistrement s'il n'a pas de bagage en soute. L'enregistrement en ligne est ouvert 24 heures et une heure avant le départ du vol.

Pour ce faire, le passager doit se rendre sur le site de la compagnie www.flyasky.com via son smartphone ou son ordinateur puis cliquer sur « vol check-in ». Après avoir accédé à la plateforme, avec la confirmation de sa réservation, il peut renseigner les informations suivantes :

« • Votre numéro de réservation et
• Votre nom.
Ensuite, votre nom et les détails de votre voyage s'afficheront et vous pourrez vous enregistrer.
• Une fois les services ajoutés, sélectionnez les passagers que vous souhaitez enregistrer ;

• Confirmez que vous n'avez pas des marchandises dangereuses ou des matières dangereuses dans vos bagages ;
• Choisissez et sélectionnez votre siège ;
• Vérifiez une dernière fois les informations ;
• Imprimez ou envoyez par mail sur votre mobile votre carte d'embarquement ;
A l'aéroport, si vous n'avez qu'un bagage à main, filez directement à la porte d'embarquement. Vous pouvez aussi vous enregistrer sur l'Application ASKY téléchargeable sur Play store et Apple store », informe la compagnie.

ASKY est une compagnie aérienne panafricaine 100% privée créée par des institutions bancaires régionales en Afrique, dont la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (EBID), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et le groupe Ecobank



Un avion de la compagnie

(ETI) en partenariat avec Ethiopian Airlines. Cette compagnie commerciale de droit privé est gérée par des professionnels expérimentés de l'aviation africaine, avec Ethiopian Airlines comme partenaire stratégique. ASKY exploite actuellement une flotte de

11 appareils : 6 Boeing 737-800 et 5 Boeing 737-700, desservant 26 villes dans 23 pays d'Afrique.

ASKY se concentre sur le développement d'un réseau intra-africain solide qui favorise le développement

régional, le tourisme, la croissance économique et l'intégration régionale en tant que catalyseur économique majeur du continent avec son objectif à long terme d'une entreprise durable axée sur la rentabilité.

La rédaction

Cultures contre-productives

Chenille légionnaire et gestion des insecticides au Togo

Plus de 160.000 hectares de maïs ont été gravement endommagés par l'invasion d'un insecte nuisible sur les principales cultures vivrières et cela pour la seule campagne agricole 2018-2019. L'insecte responsable de ce mal est la chenille légionnaire d'automne. Face à cette situation dramatique, la Banque africaine de développement (BAD), a décidé vendredi de débloquer une aide d'urgence pour 6 mois d'un million de dollars. Depuis 2017, le Togo a déboursé plus de 177 millions de francs CFA pour acquérir et distribuer gratuitement aux producteurs victimes des attaques, des insecticides, des appareils de traitement phytosanitaire et des équipements de protection individuelle. Découverte, dans ce dossier, de l'univers des insectes nuisibles à l'agriculture et les enjeux du phénomène au Togo.

Le don de la BAD a pour objectif de contribuer à réduire les pertes de productions de maïs, de riz et de maraîchage, afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Comme l'a relevé Georges Bohoussou, responsable pays de la BAD, c'est une réponse directe et immédiate à la situation d'urgence, que connaît le Togo, suite à une catastrophe naturelle provoquée par l'invasion d'un insecte nuisible des principales cultures vivrières au Togo.

Statistiques de la gestion des insecticides au Togo

Etant donné que le phénomène devient récurrent partout dans le monde, il est nécessaire de faire un état des lieux de la gestion des insecticides au Togo en vue d'apprécier son impact sur l'environnement et sur la résistance chez les insectes nuisibles. Dans ce but, une enquête pluridimensionnelle a été menée dans le pays, regroupant tous les acteurs de la réglementation, de la gestion, de la distribution et de l'utilisation de ces divers produits, en vue d'avoir une idée globale sur le mouvement des insecticides au Togo. Les résultats des enquêtes ont montré que 81%

(entre 2281 et 3278 tonnes) sont en progression sur le territoire dans les zones cotonnières, rizicoles et maraîchères. Ces quantités d'insecticides importés ne sont pas toujours sous le contrôle des Services de réglementation car plus du tiers (36,2%) des sociétés de distribution des produits ne sont pas agréées par les services compétents. Les dosages, quoique surveillés par le personnel d'appui et de control, ne sont pas toujours respectés par les utilisateurs et les producteurs. En définitive, l'utilisation des insecticides présente des conséquences sur l'environnement dans toutes ses composantes. Une situation pareille doit attirer l'attention des Services compétents en charge de la lutte anti vectorielle en vue des décisions appropriées à prendre.



Georges Bohoussou et Sani Yaya

environ des producteurs utilisent des insecticides pour protéger leurs cultures qui occupent des superficies variant de 194 447 à plus de 266424 Ha. Plusieurs classes d'insecticides sont importées dont des organochlorés et des organophosphorés, des carbamates et des pyréthinoïdes qui constituent globalement 69,44% des importations. Les tonnages de ces produits importés chaque année

Source : Journal de la recherche scientifique de l'Université de Lomé

Chenille légionnaire, la bête noire des cultures

La légionnaire d'automne, ou *Spodoptera frugiperda*, est un insecte qui s'attaque de préférence au maïs, mais peut se nourrir de plus de 80 espèces de cultures, notamment le riz, le sorgho, le

millet, la canne à sucre, les cultures maraîchères et le coton. L'espèce a été signalée pour la première fois sur le continent africain en 2016, au Nigeria, à Sao Tomé-et-Principe, au Bénin et au Togo. Depuis le début de l'année 2017, sa présence est confirmée au Ghana ainsi qu'en Afrique australe (Afrique du Sud,

l'expansion de l'aire géographique de telles espèces est empêchée par des barrières naturelles, océans ou montagnes. Mais avec le développement des échanges commerciaux et des déplacements au niveau mondial, on a observé une multiplication ces dernières décennies de ces invasions



Chenille légionnaire

Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie et Zimbabwe). En octobre 2017, sa présence était confirmée en République démocratique du Congo, au Burundi, Rwanda, Ouganda, Tanzanie, Kenya, Ethiopie, Soudan du Sud, Soudan, République centrafricaine, Tchad, Cameroun, Ghana, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Sierra Leone, Liberia et Gambie. Début 2018 sa présence est confirmée au Sénégal, au Cap-Vert, à Madagascar, au Gabon, au Niger et en Somalie. En juillet 2018 ; la légionnaire d'automne a été détectée en Inde et au Yémen. A cause des échanges commerciaux et du fait de sa forte aptitude à voler, le papillon peut augmenter le risque de propagation. Les agriculteurs devront être soutenus par le biais de la gestion intégrée des ravageurs pour gérer durablement la légionnaire d'automne dans leurs systèmes de culture.

Des résistances aux pesticides

Ces insectes possèdent en effet des qualités qui les rendent particulièrement difficiles à contrôler : ils volent très bien, se reproduisent en masse et leurs larves peuvent se nourrir d'une grande variété de plantes. En outre, ils développent très rapidement des résistances aux pesticides. De telles invasions biologiques menacent la biodiversité, l'équilibre des écosystèmes naturels et agricoles et, à terme, la sécurité alimentaire. L'Afrique subsaharienne est considérée comme particulièrement vulnérable face à ces espèces invasives, en raison de sa grande dépendance à l'égard de l'agriculture. En général,

biologiques. On peut citer le grand capucin du maïs, *Prostephanus truncatus*, lui aussi originaire des Amériques, introduit par accident en Tanzanie dans les années 1970. Ce coléoptère s'est rapidement propagé via des lots de maïs et de manioc séché infestés. Cette espèce s'est depuis propagée à de nombreux pays d'Afrique. Les avis divergent à propos de la chenille légionnaire d'automne en Afrique. Une piste possible avance que l'espèce est arrivée via des denrées alimentaires en provenance d'Amérique. Ceci est tout à fait envisageable : les insectes peuvent facilement traverser les frontières via des matières végétales infestées. Et ces espèces ont été à maintes reprises interceptées dans des envois destinés à l'Europe.

Grande capacité de dispersion

Il est également possible que cette chenille ait traversé l'Atlantique grâce aux vents, les insectes adultes pouvant être portés sur de très grandes distances. L'exemple le plus connu de ce phénomène concerne le papillon monarque, *Danaus plexippus*, qui a de cette façon traversé l'Atlantique des Amériques aux îles britanniques. Quelle que soit la façon dont la chenille légionnaire d'automne a atteint l'Afrique, sa progression rapide à travers le continent témoigne de sa grande capacité de dispersion. Le vol endurant des papillons adultes leur permet de passer facilement les frontières. Aux Etats-Unis, on sait depuis longtemps que ces espèces s'appuient sur les courants jets pour la dispersion des adultes.

Son nom scientifique, *Spodoptera frugiperda*, fait référence aux ailes à motifs gris des papillons adultes et aux ravages qu'elles occasionnent sur les fruits. Son nom courant renvoie au fait que

de la difficulté à les appréhender réside dans leur capacité à résister aux pesticides. On a ainsi essayé d'éradiquer cette chenille à l'aide de maïs BT (organisme génétiquement modifié), mais ces plantations sont

nombre important d'individus sur une plante l'affaiblit et diminue son rendement, voire aboutit à un dessèchement de la plante. De plus les piqûres entraînent l'apparition de taches chlorotiques jaunes sur les feuilles et les tiges.

Le thrips de l'oignon : c'est un insecte qui s'attaque aux plantes potagères. Les larves et les adultes sucent le contenu des cellules de l'oignon et détruisent la chlorophylle. Les feuilles infestées sont couvertes de nombreuses taches argentées correspondant aux groupes de cellules vidées.

Le cigarié du haricot : le coléoptère *Apoderus humeralis* s'attaque principalement aux haricots et, à

le pois du cap, le voandzou, etc. Il sévit surtout sur les hauts plateaux, mais il est rencontré dans presque toutes les régions productrices de haricot à Madagascar. Les plus fortes attaques sont observées durant les mois de novembre et décembre. Pendant la saison sèche, les infestations sont généralement faibles.

La chenille de la tomate *Helicoverpa armigera* : la chenille de la tomate (*Helicoverpa armigera*) attaque principalement la pomme d'amour, le tabac, le maïs, la rose, le chrysanthème, le tournesol (sunflower), le haricot et le pois. Elle se nourrit sur les tiges, les fleurs et les fruits. Son développement



Etat d'un maïs rongé par la chenille légionnaire

les chenilles se déplacent en masse à l'automne. Plusieurs caractéristiques de cet insecte en font une espèce particulièrement difficile à contrôler : en plus de leur impressionnante endurance de vol, les femelles adultes sont extrêmement fertiles, avec plus de 1 000 œufs pondus durant leur vie. Ces chenilles peuvent coloniser plus de 100 plantes appartenant à 27 espèces différentes. Si elles sont polyphages c'est-à-dire capables de se nourrir d'une grande variété de plantes, leurs hôtes préférés demeurent le maïs, le sorgho, le millet, le riz et la canne à sucre. Une autre raison

toujours très controversées dans de nombreux pays africains.

Source : lemonde.fr

Les insectes nuisibles dont il faut se méfier

Les cultures sont régulièrement menacées par des insectes ravageurs ou/et vecteurs de maladies. Leur présence en trop grand nombre cause d'importantes pertes de rendement, sur les cultures vivrières, fruitières, légumières et ornementales.

La cochenille du vanillier : les cochenilles sont des insectes piqueurs-suceurs de sève et un



Chenille légionnaire dans son état papillon

moindre degré, à d'autres espèces de la famille des Légumineuses, telles que l'arachide, le soja, le vohème,

dure de 14 à 24 jours. Une chenille peut s'attaquer à plusieurs fruits.

Attipoe Edem Kodjo

Souscris à ton Forfait Net
et tente de gagner
1.000.000F
et plein d'autres cadeaux!

***909*2#**

4G+

Souscris à un forfait net d'au moins 350F pour être éligible au tirage
Jeu valable jusqu'au 15 juillet 2022

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg   




Togocom

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY: Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY: Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME):

Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)
Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA: Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA: Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL: Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN: Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS: Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE: Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE «LES ANGES» Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

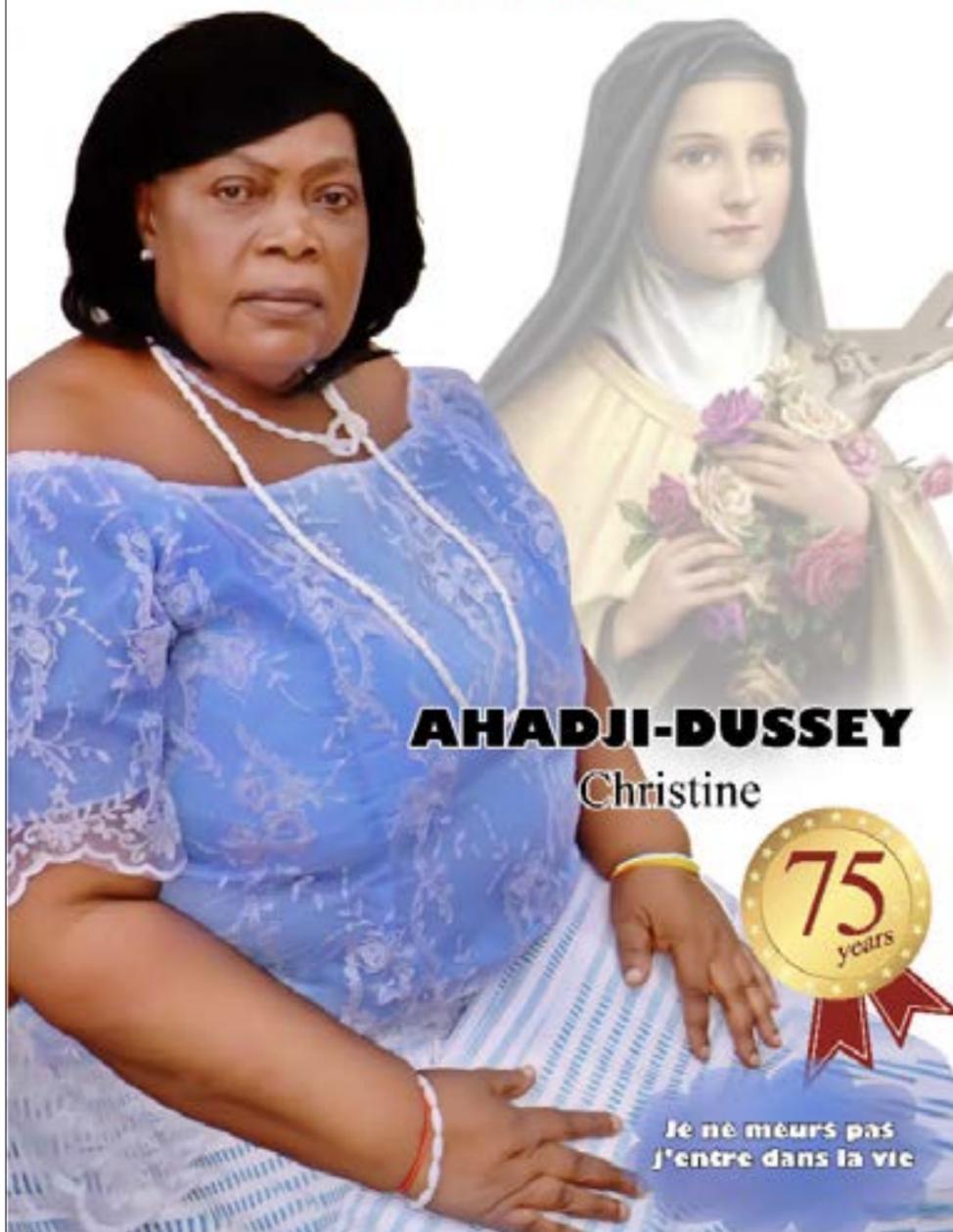
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

En mémoire de :



AHADJI-DUSSEY

Christine

75
years

Je ne meurs pas
j'entre dans la vie

Remerciements

Togbui Faustin de SOUZA Kodjovia IV de Kodjoviakopé

Togbui ADZABLI ANTHONY Dufia d'Adafienu (Ghana)

Les familles: AHADJI-DUSSEY, de SOUZA et AGBEGNINOU

M. Edoh Simon DUSSEY NAYO, ses frères, soeurs, cousins, cousines, époux, épouses et leurs enfants

Les enfants de la défunte:

Isaïe, Delali, Akofa, Kodjovi et Djijédjom Bernice

Les familles parentes, alliées
et amies,

vous prie d'accepter l'expression de leurs sincères remerciements pour le soutien moral et matériel que vous leur avez témoignés lors du décès de leur très chère et regrettée:

AHADJI-DUSSEY Essi Christine

**Que Dieu rende au centuple
tous vos bienfaits**

Kloto

Dodzi Kokoroko met des reposoirs et tables en béton à la disposition de plusieurs établissements

C'est déjà les vacances, mais pas de répit pour le professeur Komla Dodzi Kokoroko qui multiplie les initiatives pour mettre les apprenants dans de meilleures conditions d'étude dès la rentrée prochaine. Il vient de mettre à disposition de cinq (05) établissements scolaires de la préfecture de Kloto, des reposoirs et tables en béton.

Au total 120 reposoirs et 30 tables en béton dont 40 reposoirs et 10 tables au lycée de Kpodzi. Les lycées de Lavié, de Kuma, de Womé et le CEG de Kpadapé ont respectivement bénéficié de 20 reposoirs et 5 tables.

Les reposoirs ont été officiellement réceptionnés ce 22 juillet. Lors de cérémonie, au Lycée de Kpodzi, le proviseur Glavo Komi n'a pas manqué de revenir sur l'importance de ces reposoirs et tables en béton pour les élèves. « Nos élèves ont besoin de s'asseoir pendant les récréations pour bien

manger et aussi surtout ont-ils besoin de reposoirs en dehors des heures de cours pour bien échanger sur le contenu des cours et apprendre leurs leçons », a-t-il indiqué.

Ces reposoirs serviront à des séances de sensibilisation sur des thèmes éducatifs. Des analyses, les thèmes présentés à l'air libre offrent plus d'écoute, plus de participation et plus de compréhension des élèves.

Ainsi, les reposoirs mis à disposition, pourront donc être utilisés lors des semaines culturelles et



Les responsables des établissements recevant les reposoirs

servir d'échanges entre apprenants sur leurs propres problèmes. Les tables pourront servir aux enseignants de préparer en plein air les cours, corriger les copies et de cadre d'échanges entre les enseignants et même entre enseignants et élèves. Au-delà, l'offre des tables

et des reposoirs ajoutés à la construction et la rénovation des bâtiments scolaires offrent de meilleur cadre de travail et d'études aux enseignants et élèves.

Rappelons que la cérémonie de la pose officielle des reposoirs et des bancs a été marquée par la

présence des autorités traditionnelle, communale et préfectorales qui ont témoigné leur gratitude au Prof Kokoroko et renouvelé leur admiration au chef de l'Etat, pour les efforts consentis dans le développement de la ville de Kpalimé.

TM

Enseignement supérieur

L'ISDI renoue avec les semaines de l'étudiant

L'Institut Supérieur de Droit et d'Interprétariat (ISDI) a lancé ce lundi 25 juillet la semaine des étudiants. La sixième édition de ce grand rendez-vous annuel entièrement dédié aux étudiants est placée sous le sceau la contribution universitaire dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.



Vue des participants à la rencontre

Après une année académique assez chargée qui s'est terminée avec les examens à l'ISDI, les étudiants ont l'occasion de se défouler le temps d'une semaine à travers la semaine de l'étudiant qui se déroule du 22 au 30 juillet. Une semaine qui a pour objectif de permettre aux étudiants de mettre en pratique tout ce qui est acquis durant l'année scolaire à travers des activités ludiques. « Cette semaine de l'étudiant, c'est une peu ce que nous pouvons mettre dans l'autre concept qui est la semaine

culturelle. Mais ici on met beaucoup plus l'accent sur le côté formation et donc on met en pratique de ce qui est acquis pendant l'année académique et on permet aux étudiants de se rendre compte de la réalité de la formation qui leur est donnée à travers ces activités. Et c'est ça qui nous amène à mettre dans la semaine des activités à la fois ludique, mais très formatrice », Pour le Directeur Général de l'ISDI, Dr Franck Somali, cette semaine marque l'occasion de mettre un peu de couleur dans un

quotidien assombri par la pandémie, teinté de désespérance économique et de la vie chère sur fond de conséquences multidimensionnelles de la crise militaire ukrainienne. « La contribution universitaire face aux défis sécuritaires ». C'est sous ce thème que vont se dérouler toutes les activités qui vont meubler ce grand rendez-vous pour les étudiants de l'ISDI. Déjà ce 25 juillet, ils ont eu l'occasion de suivre une conférence inaugurale placée sous le thème : « l'ordre constitutionnel démocratique et la menace terroriste en Afrique de l'Ouest ». Un thème développé par Prof Nadjombe Gbeou-Kpayilé, Maître de conférences, agrégé en droit public à l'Université de Kara. Pour le conférencier, il s'agit d'interroger l'ordre constitutionnel démocratique pour savoir s'il dispose des éléments juridiques nécessaires permettant de faire face à la menace terroriste. « En Afrique



Les responsables de l'ISDI

de l'ouest, des attaques terroristes conduisent parfois dans certains états au renversement des gouvernements démocratiquement élus. La question se pose de savoir comment arrive-t-on à cette situation qui donne l'impression que finalement c'est l'ordre constitutionnel démocratique qui est le bouc émissaire ? C'est comme si cette lutte contre le terrorisme ne pouvait pas être menée tout en restant dans l'ordre constitutionnel démocratique. Il s'agit de voir est ce qu'il existe dans la constitution de ces Etats des mécanismes juridiques permettant au Gouvernement civil démocratiquement

élu de faire face à la menace terroriste sans nécessairement arriver à des situations où les militaires s'illustrent dans la gestion des Etats », a-t-il souligné. Au rang des activités, il est prévu ce 26 juillet, des kermesses, un concours d'art oratoire et une projection de film. La semaine de l'étudiant de l'ISDI prendra fin en toute beauté le 30 juillet avec une grande soirée dénommée « Red Carpet » au Grand Rex. Mais bien avant le 27 et le 28 juillet se dérouleront respectivement une soirée traditionnelle autour du thème « Dekonù » ; et une soirée des talents placée sous le thème « Retro ».

Méthane

Les experts préconisent une meilleure maîtrise de son émission

Des fuites massives de méthane connues sous le nom de « super-émissions », se sont produites dans des champs pétroliers et gaziers du monde entier, des États-Unis au Turkménistan. Ces fuites, dont la plupart sont dues à des défaillances des équipements, peuvent durer des semaines. L'une d'entre elles, survenue à l'extérieur d'une installation de stockage à Los Angeles en 2015, a provoqué une hémorragie de près de 100 000 tonnes de méthane, un puissant gaz à effet de serre, dans l'atmosphère en l'espace de quatre mois. Les experts mettent en garde contre ce phénomène.



Un site d'exploitation du gaz

En juin 2022, des chercheurs de l'université polytechnique de Valence en Espagne ont déclaré avoir découvert le dernier super-émetteur connu sur une plateforme pétrolière et gazière du golfe du Mexique. L'installation a rejeté 40 000 tonnes de méthane pendant une période de 17 jours en décembre 2021, soit l'équivalent de 3 % des émissions annuelles de pétrole et de gaz du Mexique. Les chercheurs ont déclaré que le rejet aurait pu être complètement ignoré du grand public s'il n'avait pas été capté par un satellite de l'Agence spatiale européenne.

Bien que le rejet ait été détecté, il reste difficile de retracer les émissions de méthane, qui est incolore, inodore et responsable de plus de 25 % du réchauffement climatique que connaît la terre aujourd'hui. En raison de sa structure, le méthane piège plus de chaleur dans l'atmosphère par molécule que le dioxyde de carbone (CO₂), ce qui le rend 80 fois plus nocif que le CO₂ pendant les 20 ans qui suivent son rejet dans l'atmosphère.

À l'heure où les pays élaborent des plans visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à éviter les pires effets du changement climatique, les experts estiment qu'il est essentiel de mieux maîtriser la quantité de

méthane libérée dans l'atmosphère, y compris par les phénomènes de super-émission. Une réduction de 45 % du méthane d'origine humaine au cours de cette décennie permettrait de



Un gazoduc (canal d'acheminement du gaz)

maintenir le réchauffement en dessous du seuil fixé par l'Accord de Paris.

Une nouvelle base de données sur le méthane

Pour suivre et mesurer les émissions de méthane, le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) a lancé en octobre 2021 l'Observatoire international des émissions de méthane. Il répertorie les rejets du secteur des combustibles fossiles, et bientôt aussi les rejets des déchets et de l'agriculture. Les industries pétrolières et gazières sont les principaux producteurs de méthane, émettant ce gaz lors du forage, de la production et d'autres parties de leurs opérations. Le méthane est aussi parfois rejeté intentionnellement par les

installations pétrolières et gazières pour des raisons de sécurité.

Le secteur agricole est également un grand émetteur de méthane, notamment en raison de l'élevage et de la culture de certains aliments, comme le riz. Les déchets sont la troisième source de méthane d'origine humaine la plus courante, car les bactéries décomposent les matières organiques dans les décharges.

Les chercheurs veulent créer une base de données publique sur les émissions de méthane vérifiées de manière empirique. À l'heure actuelle, les pays s'appuient souvent sur des

estimations qui peuvent parfois être inférieures de plusieurs magnitudes aux niveaux d'émissions réels.

« Une image plus précise des émissions de méthane donne aux gouvernements et aux entreprises les informations dont ils ont besoin pour agir en toute confiance », affirme Mark Radka, chef de la branche énergie et climat du Pnue. « Cela est vrai aussi pour les bonnes politiques et les bonnes pratiques de gestion », a-t-il ajouté.

Mesurer le méthane

« Le grand défi est de savoir exactement quelle quantité de méthane est émise, où il est émis et depuis combien de temps pour pouvoir réduire les émissions au niveau nécessaire », déclare Manfredi Caltagirone,



Une fuite de gaz

responsable de l'Observatoire international des émissions de méthane. La meilleure façon de mesurer les émissions de méthane est de combiner les connaissances opérationnelles et l'utilisation de technologies de quantification du méthane, de drones et d'avions équipés de capteurs. Les satellites sont également un moyen efficace de détecter et de mesurer les émissions importantes de méthane. Bien que l'utilisation des satellites ne soit pas toujours pratique, les relevés de méthane pouvant être masqués par les conditions ambiantes telles que la couverture nuageuse, les forêts denses ou la couverture neigeuse, ils sont

émission dans le Golfe du Mexique est en train d'étendre ses travaux aux sites de production de pétrole et de gaz offshore dans d'autres parties du monde. Si les inventaires actuels des émissions de méthane posent problème, en valent-ils la peine ? Pour Giulia Ferrini, responsable de la gestion des programmes au Pnue, la réponse est un oui catégorique, à condition de modifier quelque peu l'approche.

Selon elle, la tenue d'inventaires précis et transparents est essentielle pour agir sur le changement climatique. Caltagirone et Ferrini estiment que les inventaires de méthane spécifiques à un site,



Combustion du gaz

particulièrement utiles pour détecter et quantifier les événements de super-émission comme celui du Golfe du Mexique. Selon les chercheurs, il semble que la fuite massive ait été très probablement causée par un dysfonctionnement de l'équipement.

L'équipe de scientifiques qui a découvert le phénomène de super-

ou au niveau des actifs, basés sur des mesures, sont un élément essentiel de l'atténuation, car l'Accord de Paris repose sur la transparence et la responsabilité. La collecte de ces données au niveau des actifs fournit les informations nécessaires à ceux qui ont le pouvoir de réduire les émissions.

Edem Dadzie

ASSIGNATION EN RESILIATION DE BAIL

L'an deux mil vingt-deux (2022)
Et le Vendredi Vingt deux (22) juillet à 10 heures 30 minutes

A la requête de la société **SOCIME Sarl**, prise en la personne de son représentant légal, dont le siège social est à Lomé (TOGO), 68 Avenue du 24 janvier, immatriculée au RCCM sous le numéro Livre3 2023 ;

Assistée de maître Ata Messan Zeus AJAVON, avocat au Barreau de Lomé, cabinet sis, au 234, rue des Tourterelles, Résidence du Bénin, BP 1202 Lomé-Togo, Tél (228) 99-36-18-93/70-44 67 68 ;

J'ai

Koua, Ma Partis E. JOURNALISTE
Huissier de Justice près la Cour d'Appel
le Tribunal de 1ère Instance de Lomé
Inscrit au Tableau des Huissiers de Justice
Lomé-Huissier
Cote d'Ivoire

Signifié et déclaré à :

La Société ORACLE SAS, ayant son siège à Lomé, quartier Kikame, prise en la personne de son représentant légal, domicilié au siège de ladite société, où étant et parlant à : *La requise n'ayant ni d'adresse ni de siège connu et que toutes les tentatives pour la joindre sont demeurées vaines, nous avons donc procédé à l'affichage de l'acte d'assignation à l'auditoire du tribunal de commerce de Lomé ainsi qu'à sa publication dans le journal TOGO-MATIN conformément aux dispositions de l'article 58 du code de procédure civile.*

A comparaitre le **jeudi 04 août 2022**, à neuf (09) heures du matin et jours suivants, par-devant le président du tribunal de Commerce de Lomé, statuant à bref délai, siégeant au palais de justice de ladite ville ;

POUR

La société SOCIME Sarl est liée à la requise par un contrat de bail professionnel, conclu le 28 juillet 2020 ;

Aux termes des dispositions dudit contrat, la société ORACLE ne peut céder son bail sans l'accord du bailleur ;

Cependant, le preneur a installé dans les lieux loués la société GLOBAL TRADE CORPORATION en lieu et place de la société ORACLE ;

Selon les termes du contrat, le preneur a l'obligation de verser la somme de cent vingt-six millions (126 000 000) F CFA pour un loyer d'avance de trois ans en faisant un versement de la somme dix millions (10 000 000) F CFA, par semaine ;

MANDATE

Les loyers d'avance payés, soit la somme de soixante-neuf millions (69 000 000) F CFA, ont été complètement épuisés depuis le mois de mars 2022 ;

De ce qui précède, il est clair que les clauses et conditions du bail ne sont pas respectées par le preneur,

Or, depuis le communiqué du ministre de l'économie interdisant les activités de trading au Togo, les lieux loués sont fermés et le bailleur n'a aucune possibilité de mettre le preneur en demeure conformément aux dispositions de l'article 133 de l'acte uniforme relatif au droit commercial général et aux stipulations contractuelles ;

Aux dernières nouvelles, le bailleur apprend le sieur Ghislain AWAGA, représentant des sociétés ORACLE et GLOBAL TRADE CORPORATION serait en fuite ;

Pour avoir une libre disposition des lieux loués, le bailleur sollicite d'une part la résiliation du bail pour non-respect des conditions du bail, d'autre part, la désignation d'un huissier qui plaira au tribunal aux fins de faire l'inventaire des biens qui se trouveraient dans les lieux loués ;

Eu égard à la difficulté du bailleur de jouir de son bien, il sied d'ordonner l'exécution provisoire sur minute avant enregistrement de la décision à intervenir nonobstant toute voies de recours et sans caution.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé au tribunal :

EN LA FORME

Voir déclarer l'exploit d'assignation recevable comme étant régulière ;

AU FOND

- Ordonner la résiliation du bail liant la société SOCIME Sarl à la société ORACLE SAS ;
- Désigner tel huissier qui plaira au tribunal aux fins de faire l'inventaire des biens se trouvant dans les lieux loués
- Condamner la société ORACLE SAS aux dépens.
- Ordonner l'exécution provisoire sur minute avant enregistrement de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours et sans caution.

**SOUS TOUTES RESERVES
A CE QU'ILS NE L'IGNORENT**

Et je leur ai étant et parlant, comme ci-dessus, laissé à chacun copie du présent exploit, dont le coût est de F CFA.

HUISSIER.

Engagement politique et démocratie représentative

De jeunes citoyens togolais formés

Ce mardi 26 juillet a été organisé à Lomé, un atelier de réflexion auquel ont pris part, plusieurs jeunes issus des organisations politiques et de la société civile.



Des participants à l'atelier

Organisée par le ministère des Droits de l'homme, de la Formation à la citoyenneté, des Relations avec les institutions de la République, la rencontre a été lancée par M. Adjawé Djeri, directeur de cabinet dudit ministère.

" Jeunesse, engagement politique et démocratie représentative", est le thème de cet atelier qui vise à renforcer leur engagement politique et à ancrer la culture de la

démocratie représentative dans le pays.

Lançant les travaux, M. Djéri a rappelé que la démocratie, tout comme les droits de l'homme, est un idéal universel et le fondement repose sur des valeurs communes à tous les peuples qui composent la communauté humaine indépendamment des différences culturelles, politiques, sociales et économiques. Il a fait savoir que le Togo s'est résolument

engagé à consolider une société démocratique. Ainsi pour le faire il a souhaité que les actions soient tournées vers un ensemble de valeurs et de principes au centre desquels se trouve la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques.

En effet, cette journée de réflexion vise selon le gouvernement togolais à contribuer à consolider les bases et les caractères participatifs

de la démocratie togolaise surtout celle représentative, à travers la formation citoyenne des principaux acteurs dont les jeunes leaders des organisations politiques et de la société civile.

" La préoccupation des autorités togolaises de donner une place de choix aux jeunes s'est clairement exprimée par l'adoption d'une politique nationale de la jeunesse dont la vision est de faire du jeune togolais d'aujourd'hui et de demain un jeune épanoui capable de se prendre en charge en comptant sur ses propres potentialités et imbus des valeurs républicaines en vue de sa pleine participation au développement de la nation", a précisé le représentant du ministre,

Le directeur du renforcement démocratique, M. Ouro M'bo, a estimé pour sa part que la rencontre veut aussi renforcer la capacité des jeunes pour faire face aux différents défis de l'heure qui se posent partout dans le monde et s'imposent à nous d'une manière ou

d'une autre, la démocratie a besoin de champions

Pour les jeunes représentant respectivement les partis politiques ou organisations citoyennes, cette action du gouvernement est la bienvenue. Ils ont invité le gouvernement à des actions concrètes, ce qui pour eux permettra de renforcer l'engagement des jeunes sur le terrain et par là renforcer la démocratie.

Pour finir, le représentant du ministre de la jeunesse a invité tous les participants aux travaux à contribuer à faire prendre conscience du rôle crucial qu'ils doivent jouer en matière de participation citoyenne et de consolidation de la démocratie. Il faut dire que depuis plusieurs années, le gouvernement togolais a développé des actions en faveur des jeunes dont la mise en place du Conseil national de la jeunesse et de divers programmes qui œuvrent pour promouvoir et accompagner les jeunes dans la formation et l'insertion professionnelle.

PREPARONS L'AVENIR DE NOS ENFANTS



* Offre soumise à conditions

oxy Conseil

- prêt Scolaire **TAUX 0%**
DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2022



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

